

# Haut niveau international Panel sur les investissements dans l'eau pour l'Afrique

## La marée montante des investissements en Afrique

Comment mobiliser 30 milliards de dollars par an pour assurer la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique ?



### Chaque dollar investi dans l'eau et l'assainissement résilients au climat rapporte au moins 7 dollars

L'investissement dans la sécurité de l'eau en Afrique permettra de concrétiser les droits à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'énergie, à la sécurité alimentaire, à un environnement sain, à l'égalité des sexes et à bien d'autres avantages sociétaux pour la génération actuelle et celles à venir.

### Un moment décisif pour le partenariat d'investissement

Les investisseurs institutionnels africains et mondiaux détiennent d'importantes réserves de capitaux. Les gouvernements africains doivent puiser dans ces réserves de capitaux afin de mobiliser 30 milliards de dollars supplémentaires par an pour la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique. Cette accélération sans précédent du rythme et de l'ampleur du financement exige de modifier le statu quo qui reflète l'urgence mondiale actuelle en matière d'eau et de climat.

Les gouvernements africains sont en mesure de débloquer et d'augmenter une réserve sans précédent d'eau pouvant faire l'objet d'investissements en établissant des partenariats plus étroits entre les investisseurs institutionnels et le secteur public et en partageant davantage les risques entre le secteur public et le secteur privé. La réalisation de cet objectif est un impératif à la fois continental et mondial et offre une opportunité

d'investissement significative pour les investisseurs institutionnels africains et mondiaux disposant d'un capital à long terme. Les banques multilatérales de développement ainsi que les institutions financières et privées ont un rôle crucial à jouer.

### La sécurité de l'eau est un catalyseur de la croissance et de la prospérité en Afrique

La sécurité de l'eau en Afrique est au cœur des ambitions de développement durable du continent et du monde. Le Panel international de haut niveau sur l'investissement dans l'eau pour l'Afrique exhorte les chefs d'État et les leaders mondiaux de l'investissement à saisir ce moment décisif de partenariat pour l'investissement et à doubler le niveau actuel des investissements annuels dans le secteur de l'eau d'ici à 2030.

### Le coût de l'inaction est trop élevé, près de 200 milliards de dollars par an

Les pays africains perdent actuellement jusqu'à 200 milliards de dollars par an en raison de l'insuffisance des investissements, conjuguée aux effets du changement climatique et à l'inefficacité. La population africaine devrait atteindre 1,6 milliard d'habitants d'ici à 2030. Le continent devra produire au moins 50 % de nourriture en plus et au moins dix fois plus d'eau pour la production d'énergie afin de permettre la croissance et le développement. D'ici à 2050, six Africains sur dix vivront dans des zones urbaines et 70 % d'entre eux seront des enfants et des jeunes.

L'Afrique subsaharienne perd chaque année 5 % de son PIB (estimé à 170 milliards de dollars par an) en raison du manque d'eau, de l'eau contaminée ou d'un mauvais assainissement. Chaque année, 40 milliards de temps, autrement productif, sont consacrés à la collecte de l'eau, un fardeau supporté de manière disproportionnée par les femmes et les jeunes filles.

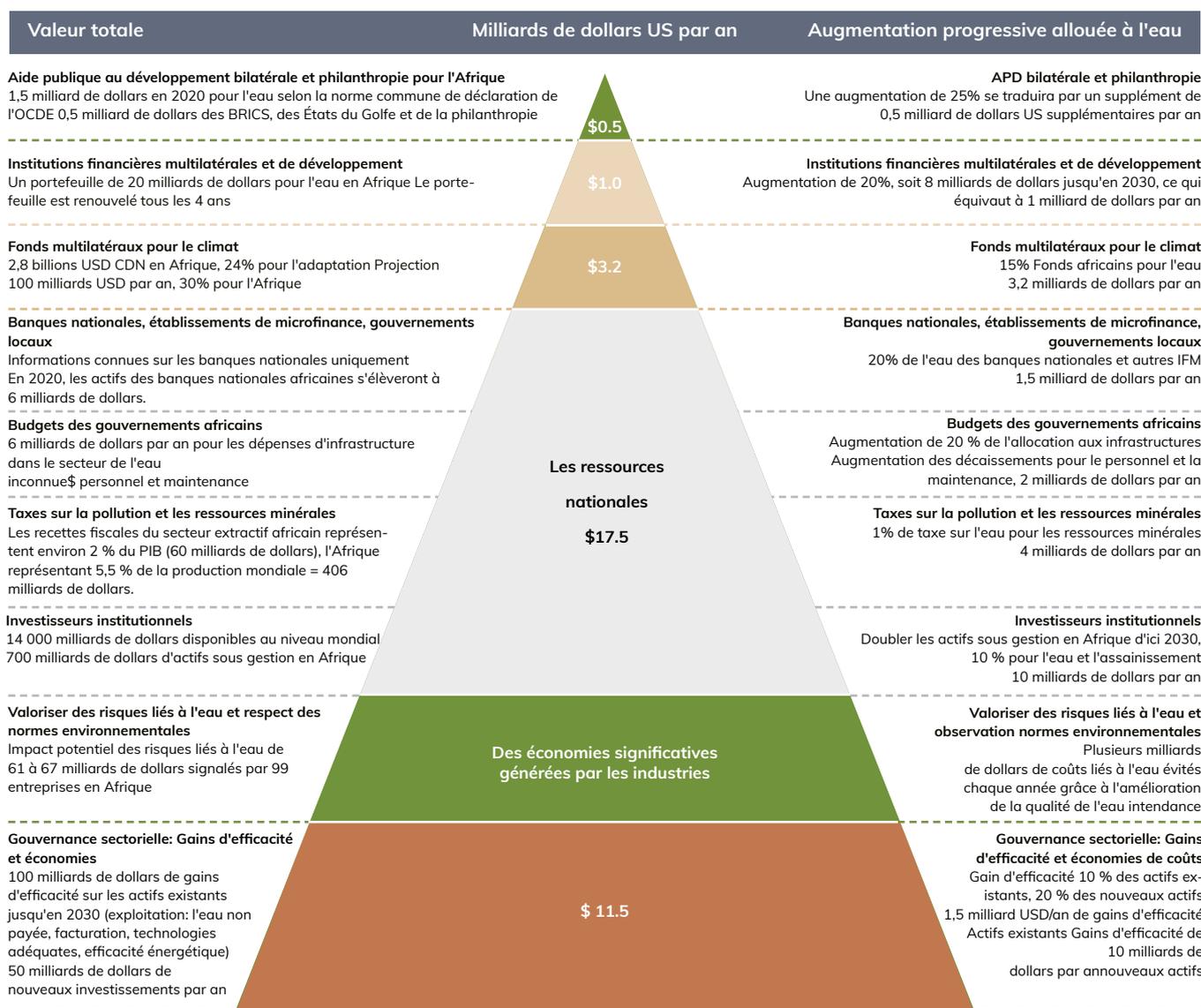
D'ici 2050, les effets du climat, en grande partie dus aux risques liés à l'eau, pourraient coûter 50 milliards de dollars par an aux nations africaines. Les inondations et les sécheresses imprévisibles aggravent les déplacements, les migrations et l'insécurité alimentaire ; elles infligent des dommages coûteux aux infrastructures, dévastent les moyens de subsistance et la biodiversité. La pollution de l'eau dégrade considérablement les ressources disponibles en eau douce et en eaux souterraines, ce qui aggrave encore l'insécurité hydrique. Un tiers de la croissance économique potentielle est perdue en raison de la forte

pollution de l'eau, ce qui menace le bien-être humain et environnemental.

## Un changement de paradigme s'impose dans les partenariats pour les investissements dans le domaine de l'eau

Les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique sont inférieurs aux objectifs fixés pour répondre aux besoins croissants du continent. Actuellement, 10 à 19 milliards de dollars sont investis chaque année. D'ici à 2030, il faudra investir au moins 30 milliards de dollars supplémentaires par an. Environ 50 milliards de dollars par an, soit 40 dollars par Africain et par an, sont nécessaires pour assurer la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique d'ici à 2030. Le déficit d'investissement est encore plus important pour réaliser la Vision africaine de l'eau 2025, qui nécessite 64 milliards de dollars par an, selon la Banque africaine de développement.

## Au moins 30 milliards de dollars supplémentaires pourraient être mobilisés pour la sécurité de l'eau en Afrique.

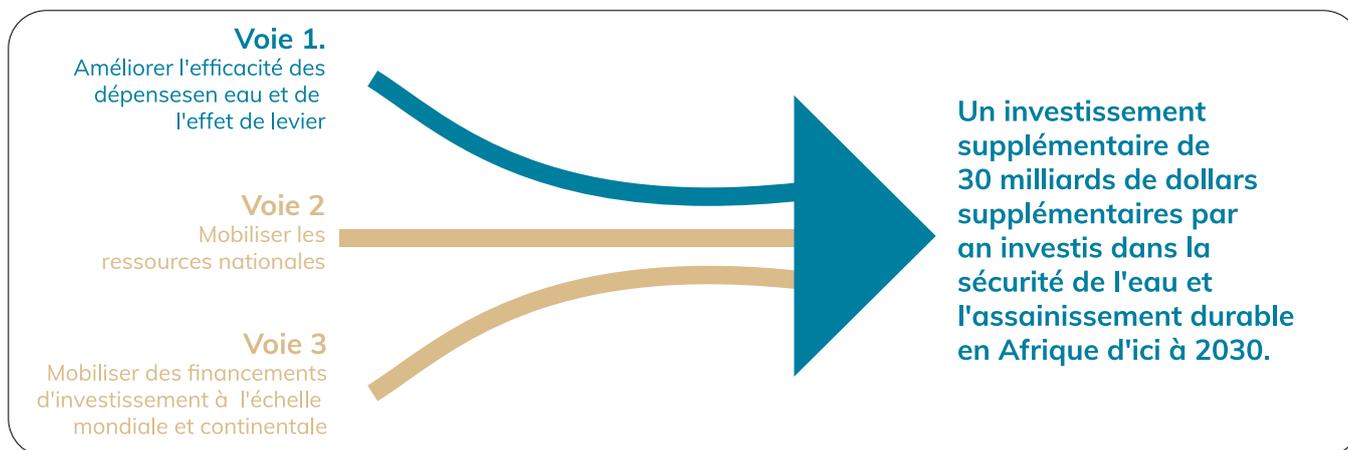


## Sur la base d'hypothèses conservatrices, un montant de plus de 30 milliards de dollars par an peut être mobilisé par le biais de trois voies d'action.

La voie 1 est une condition nécessaire pour générer des financements par le biais des voies 2 et 3. Les différentes voies sont fortement interconnectées. Toutes

les voies reposent sur un engagement politique de haut niveau, un leadership et des réformes de gouvernance qui augmentent l'attrait de l'eau comme opportunité d'investissement. Une main-d'œuvre bien diversifiée et qualifiée de professionnels de l'eau, un meilleur rapport de genre, pour faire face à l'insécurité de l'eau et à la gestion des eaux internationales sont des catalyseurs essentiels pour les trois voies en question.

### Voie 1. Accroître l'impact des dépenses et des effets de levier dans le secteur de l'eau



La sécurité de l'eau repose sur une gouvernance solide de l'eau, avec des politiques nationales solides, des réglementations efficaces et des stratégies multisectorielles, globales et sexospécifiques. Une reconnaissance adéquate de la valeur réelle de l'eau reflétant sa valeur en tant qu'intrant de la croissance économique devrait conduire à une meilleure gestion de l'eau dans les principaux secteurs productifs qui utilisent beaucoup d'eau, tels que l'agriculture, l'énergie, l'industrie manufacturière, l'exploitation minière et d'autres, avec des réglementations et des incitations appropriées pour assurer le respect des règles et des subventions ciblées pour ceux qui en ont besoin et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

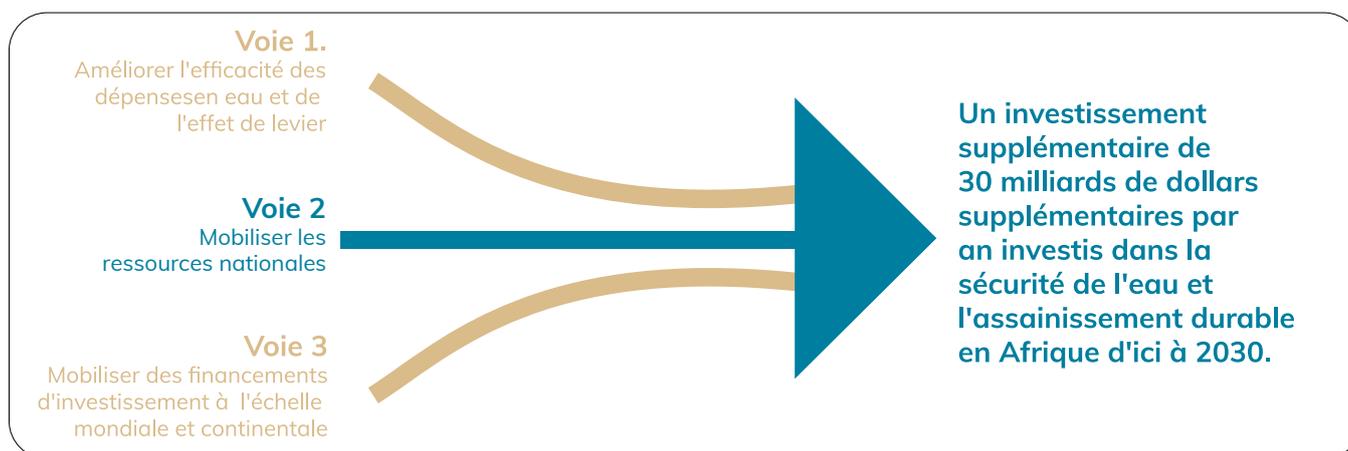
Il est essentiel de renforcer les données pour éclairer la prise de décision en matière d'investissement, de clarifier les responsabilités des institutions, d'encourager

la responsabilité mutuelle pour les résultats et les capacités à remplir leurs mandats, et de préparer des projets d'investissement et des pipelines bien séquencés et classés par ordre de priorité.

L'application des réglementations est primordiale pour renforcer la gouvernance en vue d'une allocation, d'une gestion, d'une prestation de services et d'une utilisation équitables et durables de l'eau, et pour fournir les bonnes incitations et le bon environnement de risque pour les investissements privés. Des pratiques et des technologies innovantes peuvent encore améliorer l'efficacité. Un suivi et un examen complets et coordonnés des performances du secteur permettront d'accroître la transparence.

Ensemble, ces éléments jettent les bases d'une augmentation des investissements dans le cadre des voies 2 et 3.

### Voie 2. Mobiliser les ressources nationales



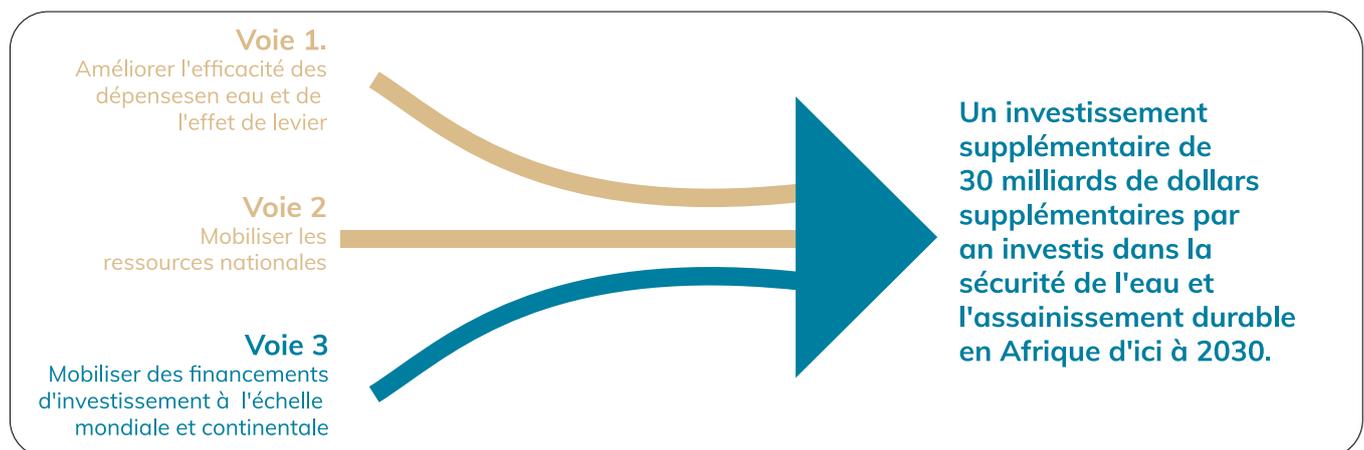
Les performances financières et la solvabilité des prestataires de services devraient être renforcées afin d'attirer les capitaux et les financements privés. Accorder la priorité à la mise en relation de l'offre et de la demande de financement en mettant l'accent sur les investissements publics-privés résilients au changement climatique et mixtes et sur les approches transformatrices en matière de genre. Des modalités de mise en œuvre efficaces et des régimes juridiques et réglementaires d'investissement dans l'eau susceptibles d'être investis doivent être privilégiés, mis en œuvre et appliqués afin de mobiliser des capitaux privés à grande échelle d'ici à 2030.

Dans un environnement favorable, les banques publiques de développement et les institutions de microfinance pourraient également augmenter leurs dépenses dans le secteur de l'eau, en particulier si elles sont mandatées pour le faire et si elles disposent

d'instruments d'atténuation des risques appropriés, tout en maintenant des tarifs abordables pour les plus pauvres et en réduisant les distorsions causées par les subventions.

Le changement transformateur en faveur de la sécurité de l'eau nécessitera d'intensifier les innovations éprouvées et d'aller au-delà des "trois T" traditionnels des sources de financement de l'eau : taxes, tarifs et transferts, pour inclure un 4e "T" pour les flux financiers "transformateurs" par le biais d'allocations budgétaires dédiées à l'eau dans les secteurs économiques et les investissements dans l'agriculture, l'industrie, l'exploitation minière, l'énergie, et autres. Ces crédits s'ajouteront aux allocations actuelles aux ministères de l'eau pour les services sociaux. Un instrument financier pour les flux financiers transformateurs devra être développé,

### Parcours 3. Mobiliser les investissements et les financements mondiaux et continentaux



Une masse importante de capitaux institutionnels mondiaux est à la recherche de rendements compétitifs ajustés au risque dans des secteurs bancables - y compris certains aspects de la chaîne de valeur de l'eau. Pour attirer ces investissements, il faut mettre en place des cadres juridiques et réglementaires assortis de mécanismes appropriés de partage des risques entre les investisseurs publics et privés. Ces cadres doivent être soutenus par la reconnaissance de l'eau et des eaux usées en tant que catégories d'actifs de valeur.

Les entreprises devraient faire davantage pour conserver, recycler, réutiliser et protéger les ressources en eau en internalisant le coût total de l'eau dans toutes leurs activités, et intégrer des flux financiers transformateurs grâce à des budgets dédiés à l'eau dans leurs bilans et leurs activités.

L'eau est un élément central de l'adaptation au climat

et doit être considérée comme une priorité dans le cadre du financement et de l'investissement climatique mondial et régional. L'APD devrait être utilisée pour obtenir des financements beaucoup plus importants grâce à des systèmes de garantie, au renforcement des systèmes, au développement de projets avec un financement pour le développement d'une réserve de projets à un stade précoce, à la gestion des risques et au financement basé sur les résultats.

Les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement devraient se faire les champions de l'eau au plus haut niveau et rassembler d'importants pools de capitaux privés institutionnels. La réforme des systèmes financiers mondiaux, le transfert de technologie et la collaboration Sud-Sud sont des éléments clés pour faciliter l'accès à des capitaux abordables, la coopération transfrontalière et internationale.

# Le Panel international de haut niveau sur l'investissement dans l'eau pour l'Afrique

## Direction



**S.E. Macky Sall**  
Coprésident  
Président de la République de Sénégal  
Président : Union Africaine 2022



**S.E. Hage Geingob**  
Coprésident  
Président de la République de la Namibie



**S.E. Mark Rutte**  
Coprésident  
Premier Ministre de la Pays-Bas



**S.E. Jakaya Kikwete**  
Coprésident suppléant  
Ancien Président de la République-Unie de Tanzanie

## Membres



**S.E. Cyril Ramaphosa**  
Président de la République de Afrique du Sud



**S.E. Samia Hassan**  
Président de la République-Unie de Tanzanie



**S.E. William Ruto**  
Président de la République du Kenya



**S.E. Hakainde Hichilema**  
Président de la République de Zambie



**H.E. Adama Barrow**  
Président de la République de la Gambie



**H.E. Moussa Faki**  
Commission de l'Union Africaine



**Nardos Bekele-Thomas**  
Chef de la direction: African Union Development Agency



**Achim Steiner**  
Administrateur: United Nations Development Programme



**Catherine Russell**  
Directeur exécutif: United Nations Childrens Fund



**Prof. Dr. Patrick Verkooijen**  
Chef de la direction: Global Center on Adaptation



**Pablo Bereciartua**  
Président: Global Water Partnership



**Amb. Howard Bamsey**  
Australian National University

# La sécurité de l'eau pour tous sur le continent est possible d'ici 2030 et à la portée des dirigeants africains

Afin de mobiliser au moins 30 milliards de dollars par an, le Panel de haut niveau propose un plan d'action en cinq points pour soutenir la mise en œuvre des trois voies, à l'intention des chefs d'État et de gouvernement, des entreprises et des dirigeants mondiaux.

**1. Établir un leadership politique intersectoriel au plus haut niveau** avec l'engagement d'augmenter substantiellement les budgets et les investissements publics pour la sécurité de l'eau et l'assainissement durable. L'eau affecte tous les secteurs économiques et sociaux. Un leadership intersectoriel est essentiel. Faire de l'amélioration de la sécurité de l'eau et de l'assainissement durable une priorité nationale et continentale.

**2. Suivre les progrès et renforcer la responsabilité mutuelle pour les résultats** dans la mobilisation des investissements dans le secteur de l'eau et dans les mécanismes d'évaluation par les pairs aux niveaux continental, régional, national, sous-national et communautaire. Recommander d'allouer au moins 5% des budgets nationaux au secteur de l'eau et de l'assainissement et 0,5% du PIB par an aux programmes d'assainissement et d'hygiène.

**3. Mobiliser de nouvelles sources de financement et des financements innovants**, tels que les investisseurs institutionnels. Soutenir activement les plateformes de mise en relation pour rapprocher l'offre et la demande de financement, en mettant l'accent sur la résilience climatique, le financement mixte public-privé et les approches transformatrices en matière d'égalité des sexes.

**4. Renforcer la réglementation institutionnelle pour les investissements dans le domaine de l'eau, créer des incitations et des pénalités pour une meilleure utilisation de l'eau dans de multiples industries** afin de mener des efforts de gestion de l'eau, de biodiversité et de protection des écosystèmes.

**5. Utiliser l'ODA pour réduire les risques liés aux investissements dans le secteur de l'eau et tirer parti de flux de financement plus importants.** Améliorer la capacité de mise en œuvre et la qualité des projets susceptibles d'être financés et renforcer la coopération internationale en alignant le soutien technique et financier sur les programmes, stratégies et plans régionaux, transfrontaliers, et nationaux d'investissement dans le domaine de l'eau.

LE PANEL DE HAUT NIVEAU INVITE LES CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS ET LES DIRIGEANTS MONDIAUX À UNIR LEURS EFFORTS POUR AU MOINS DOUBLER LES INVESTISSEMENTS ACTUELS DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET METTRE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES NATIONAUX D'INVESTISSEMENT DANS L'EAU D'ICI 2030

Rapport du panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique  
Comment mobiliser 30 milliards de dollars US par an pour assurer la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique

Publié par le Panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique. Le Panel a été officiellement lancé officiellement le 25 mars 2022, lors du 9e Forum mondial de l'eau à Dakar, par le Président de la République du Sénégal, Son Excellence Macky Sall.

Télécharger le rapport complet : <https://aipwater.org/high-level-panel/>

Contact :

Panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique  
Commission de l'Union africaine  
Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement  
Addis-Abeba, Éthiopie  
NyambeH@africa-union.org  
info@aipwater.org

Citation suggérée : Rapport du panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique : Comment mobiliser 30 milliards de dollars US par an pour assurer la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique, Panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique, Afrique du Sud, mars 2023.

Mars 2023.